



(envoyée par courriel)

Lettre ouverte à l'attention de M. Frémont,

M. Jacques Frémont  
Recteur  
Cabinet du Recteur  
Université d'Ottawa  
550 rue Cumberland, pièce 212  
Ottawa, Ontario

Le lundi, 21 novembre 2016

M. Frémont,

Je vous écris au nom de l'APUO, qui représente les 1260 professeur.e.s et bibliothécaires de l'Université d'Ottawa. Nous désirons vous faire part de notre consternation face aux coupures prévues à la bibliothèque de l'Université, notamment celles qui affectent nos abonnements à des périodiques. Bien que nous comprenions que le mandat du Bureau des gouverneurs soit de donner à l'Université ses grandes orientations stratégiques, il est de notre devoir de vous en informer lorsque nous constatons que ces orientations menacent directement les missions fondamentales de notre institution, à savoir l'éducation et la recherche. Or, les coupures de 1,593,312 dollars à la bibliothèque frappent de plein fouet ces missions fondamentales.

Comme vous le savez, le 13 octobre dernier, le Conseil de la Faculté des sciences sociales a adopté une résolution voulant « que l'administration réaffirme son engagement pris dans *Destination 2020* à soutenir la qualité de nos programmes, de notre enseignement, de notre recherche et de l'expérience étudiantes et, à cette fin (1) que le Bureau des gouverneurs retire la coupure annoncée du budget d'acquisitions de la bibliothèque; (2) que si le Bureau des gouverneurs considère toujours nécessaire de réduire les dépenses d'un montant équivalent, soit 1,593,312 dollars, que cette coupure touche exclusivement les trois catégories budgétaires précédemment mentionnées qui, selon le budget 2016-2017, totalisent près de 96 millions de dollars. »

Nous partageons ce point de vue : *Destination 2020* s'engage à appuyer la recherche de pointe et à doter l'Université d'une bibliothèque de calibre mondial; la réduction du budget de la bibliothèque ne peut se faire sans causer un sérieux préjudice à nos activités de recherche et d'enseignement; l'administration a des dépenses élevées en frais d'honoraires et services contractuels, en frais de déplacements et autre catégories. À la lumière de ces informations, nous vous demandons de considérer d'autres avenues afin de réduire le budget de l'administration plutôt que de couper dans les acquisitions de la bibliothèque, ce qui irait directement à l'encontre de notre plan stratégique et de la raison d'être d'une institution universitaire qui se veut, selon *Destination 2020*, « une université de recherche d'envergure internationale ».

De plus, nous sommes d'avis que le mandat du Bureau des gouverneurs comporte une grande responsabilité à l'égard de l'expérience étudiante. Les coupes annoncées affecteront l'accès de tous nos étudiant.e.s à la recherche de pointe, et ce malgré des hausses annuelles de leurs droits de scolarité. En

outre, nos étudiant.e.s diplômé.e.s seront affecté.e.s directement dans leur capacité à produire une recherche de haut niveau.

Les coupes annoncées représentent une source d'inquiétude très sérieuse pour la population étudiante, le corps professoral, les bibliothécaires, les membres du Sénat ainsi que vos collègues du Bureau des gouverneurs. L'Université d'Ottawa jouit d'une réputation internationale qui attire des étudiant.e.s et des professeur.e.s parmi les meilleurs. Des coupes à la bibliothèque porteront un dur coup à la réputation de l'Université, à son classement national et international, de même qu'à sa capacité à attirer et à retenir les meilleurs professeur.e.s et étudiant.e.s. Autrement dit, de telles coupes s'avèreraient extrêmement coûteuses à court, à moyen et à long termes. Nous sommes persuadés que le défi budgétaire auquel nous faisons face peut être relevé sans compromettre les missions premières de notre université et une réputation à laquelle nous travaillons tous et toutes sans relâche et en y mettant le meilleur de nous-mêmes.

Nous sommes tout à fait conscient.e.s que l'annonce de ces coupes survient dans un contexte plus large de marchandisation du savoir et de hausses des prix qui affectent l'ensemble des institutions universitaires. Tout particulièrement, les universités canadiennes sont menacées par l'exploitation des grandes maisons d'éditions. Comme membre du Regroupement des universités de recherche du Canada, ces tendances nous affectent, mais nous avons également une capacité d'influence. En pareille situation, il est d'autant plus important que les universités se montrent des chefs de file dans la défense de l'accès au savoir. Cela ne peut se faire par des actions ponctuelles et isolées telles que les coupes annoncées. Il importe que l'ensemble de notre communauté universitaire soit mis à contribution dans la recherche de solutions novatrices et à long terme qui préservent – et même élargissent – l'accès au haut savoir. Pour ce faire, nous vous invitons à travailler avec nous à la recherche de telles solutions, en coopération avec des partenaires canadiens et internationaux. Notre communauté pourrait ainsi faire preuve de leadership et, à plusieurs égards, « briser les conventions ».

Dans le cadre d'un budget de plus d'un milliard de dollars, les coupes de moins de 2 millions de dollars à la bibliothèque représentent moins de 3% du budget de l'administration. Or, historiquement, les budgets universitaires peuvent fluctuer jusqu'à 3% par année selon les besoins de l'Université. Considérant les effets néfastes et durables de telles coupes, nous demandons respectueusement au Bureau des gouverneurs de les annuler et de travailler avec nous à des solutions à court, moyen et long termes au défi de la hausse des coûts d'acquisition que rencontrent les bibliothèques.

Bien cordialement,



Jennifer Dekker  
Présidente, APUO